

NOTE

Objet: **Note relative à la session plénière ¹**
- 4 juillet 2003

1. Compte rendu par le Président de la Convention du Conseil européen de Thessalonique

Le Président a rendu compte de la présentation du projet de Constitution qu'il a faite au nom de la Convention européenne devant le Conseil européen réuni à Thessalonique le 20 juin dernier. Le Président a souligné que les réactions des Chefs d'État et de gouvernement avaient été particulièrement chaleureuses et positives. Il les a jugées réconfortantes et estimé qu'un large soutien s'était dégagé en faveur du texte sur lequel la Convention s'était accordée par consensus le 13 juin. Le Président a indiqué que l'absence d'options dans le texte final a été appréciée par le Conseil européen. Plusieurs de ses membres ont indiqué qu'ils pourraient accepter le texte tel qu'il était. D'autres ont mentionné quelques points qu'ils souhaitent examiner dans le cadre de la Conférence intergouvernementale (CIG) qui s'ouvrira à l'automne. Tous estiment que le texte de la Convention constitue la base pour le CIG.

Le Président a enfin indiqué qu'il avait mis en garde les chefs d'État et de gouvernement sur le danger du "détricotage" du projet adopté par la Convention. La Convention était en effet parvenu à un équilibre d'ensemble mais cet équilibre était fragile et toute tentative de le modifier risquait de le compromettre ou de le menacer.

¹ Le verbatim de la session plénière se trouve sur le site web à l'adresse suivante:
<http://european-convention.eu.int>.

2. Débat sur les réactions au CONV 802/03 et la version révisée CONV 836/03.

Le Président a ouvert le débat en précisant que plus de 1600 amendements avaient été déposés par les Conventionnels. Ils avaient fait l'objet comme à l'accoutumée d'une note de synthèse (CONV 821/03) à laquelle avait été joint un addendum pour tenir compte de certains amendements qui n'avaient pas été pris en compte dans la version initiale.

Le Président a indiqué que le Praesidium avait engagé, sur la base des amendements reçus, un travail de réflexion qui l'avait conduit à soumettre quelques propositions de modification de la partie III contenues dans le document Conv 836/03. Le Praesidium poursuivra ce travail à la lumière des observations et remarques des Conventionnels lors de cette session et en vue de la dernière session des 9 et 10 juillet prochains.

Environ une soixantaine de Conventionnels a pris part au débat (cf. liste en annexe). Il est possible de regrouper ces différentes interventions autour des thèmes transversaux ou particuliers suivants :

- **symboles de l'Union** : un nombre significatif de Conventionnels ont appelé à l'introduction d'un article qui reprendrait la liste des symboles de l'Union (hymne, jour de célébration, monnaie, drapeau etc.). Ces conventionnels ont estimé que leur proposition était consensuelle car aucune intervention en sens opposé n'avait jamais été notée (il n'y en a d'ailleurs pas eu lors de cette session). Ces Conventionnels ont appelé le Praesidium à tenir compte de leur demande renouvelée et de l'instance avec laquelle ils la formulaient,
- **majorité qualifiée** : de nombreux Conventionnels ont plaidé pour un élargissement des décisions prises à la majorité qualifiée (MQ). Ces conventionnels ont fait valoir que seule la MQ permettait d'obliger les Etats membres à entrer dans une véritable négociation et que le maintien de la règle de l'unanimité entraînerait, dans une Europe de 25 membres, le risque d'un blocage du processus décisionnel. Une Conventionnelle a toutefois appelé à "résister à la tentation de proposer d'étendre la liste des décisions à la majorité qualifiée afin de préserver l'harmonie au sein de la Convention",

- **fiscalité** : le domaine fiscal a été l'un des plus souvent cités pour une éventuelle extension du vote à la majorité qualifiée. De très nombreux Conventionnels ont manifesté leur insatisfaction devant les textes actuels considérant qu'ils conduiraient au maintien de la paralysie dans ce domaine. Ils ont rappelé l'ambition limitée des textes adoptés par l'Union dans le passé en matière fiscale et en ont tiré argument pour des propositions plus ambitieuses de la Convention en faveur de l'extension de la majorité qualifiée, à tout le moins lorsqu'il y a un lien étroit avec l'établissement du marché intérieur (fiscalité indirecte, ...),
- **politique sociale** : de nombreux conventionnels ont également insisté pour étendre le vote majoritaire à toute la politique sociale (article III-99),
- **non-discrimination** : ce fut également l'un des thèmes les plus évoqués pour un passage à la majorité qualifiée. Un nombre significatif de Conventionnels ont plaidé sans relâche pour l'abandon de l'unanimité dans ce domaine (article III-5),
- **politique d'immigration** : certains Conventionnels ont évoqué les dispositions de l'article III-163 pour demander un retour à l'unanimité pour ces matières ou pour que son champ d'application soit réduit. Ces intervenants ont insisté pour le maintien de la compétence des Etats membres pour la fixation des quotas d'immigration ou les conditions d'accès des ressortissants étrangers au marché du travail,
- **parquet européen** : les Conventionnels ont évoqué les dispositions relatives au parquet européen (article III-170) dans des sens divergeants : certains ont demandé qu'il fasse l'objet d'une coopération renforcée inscrite dans la Constitution, tandis que d'autres ont demandé la suppression de l'article,
- **méthode ouverte de coordination (MOC)** : plusieurs Conventionnels ont de nouveau insisté pour qu'une disposition reconnaisse la méthode ouverte de coordination dans la Constitution. Le Président leur a répondu que le Praesidium s'efforcerait de donner une suite favorable à leur demande en l'intégrant dans les articles particuliers qui la concernent,

- **politique étrangère et de sécurité commune** : de nombreuses interventions ont porté sur ce sujet. Une large majorité d'entre elles souhaitaient une extension du recours du vote à la majorité qualifiée. Plusieurs Conventionnels ont suggéré qu'une proposition conjointe du Ministre des AE de l'Union et de la Commission entraîne une décision à la majorité qualifiée. D'autres ont souhaité qu'à tout le moins un seul État membre ne puisse faire obstacle à une décision souhaitée par les tous les autres,
- **service diplomatique européen** : la mise en place d'un service diplomatique européen a été évoquée par de nombreux Conventionnels. Tous ont appelé sa création de leurs vœux, mais certains ont redouté qu'elle ne conduise à une nouvelle structure administrative s'ajoutant à celle de la Commission et du Secrétariat général du Conseil. Ils ont demandé que des garanties leur soient apportées à cette fin,
- **défense** : plusieurs Conventionnels ont rappelé que certains textes posaient toujours un problème, en particulier les articles III - 208 et III - 209. Certains ont notamment plaidé pour un recours aux garanties et principe d'ouverture prévus par les dispositions sur les coopérations renforcées,
- **Euratom** : certains Conventionnels ont abordé les dispositions relatives au traité Euratom, la plupart pour demander qu'elles fassent l'objet d'une refonte substantielle, et qu'à tout le moins, une clause de rendez-vous soit prévue à cette fin. L'un d'entre eux a également demandé que ne soit pas envisagée une fusion de sa personnalité juridique avec celle de l'Union,
- **agriculture** : quelques Conventionnels ont évoqué la politique agricole pour regretter que les dispositions relatives à cette politique n'aient pas été "modernisée" afin de tenir compte des évolutions récentes. Une Conventionnelle a demandé que la ventilation entre ce qui relève de la procédure législative ordinaire et la réglementation adoptée par le Conseil soit revue pour élargir le champ de cette dernière, notamment s'agissant de l'adoption des règles relatives aux régimes des aides,

- **forêt** : certains Conventionnels ont demandé que la forêt soit mentionnée dans les dispositions relatives à la politique agricole commune,
- **Cour de justice** : un certain nombre de Conventionnels ont demandé que la Cour puisse être compétente en matière de PESC, principalement s'agissant de mesures à l'encontre de particuliers ou de la passation de contrats dans le domaine de la PESC ou de la défense, en particulier s'agissant de l'agence de l'armement,
- **négociations commerciales et exception culturelle** : un certain nombre de Conventionnels ont rappelé et demandé avec insistance que les dispositions de l'article III- 212 sur les négociations commerciales reprennent les dispositions actuelles du traité (qui prévoient que la compétence est partagée entre l'Union et les Etats membres lorsqu'il s'agit d'accords commerciaux portant sur l'audiovisuel, la culture, l'éducation ou les services de santé). Certains ont fait de ce point l'essentiel de leur intervention,
- **santé** : l'article sur la santé (III-174) a été évoqué par plusieurs intervenants qui ont demandé que la lutte contre les grands fléaux transfrontaliers ne figure pas comme actuellement au paragraphe 5, consacré aux mesures d'encouragement, mais au paragraphe 4 concernant les compétences partagées en matière de santé,
- **dispositions financières et budgétaires** : quelques Conventionnels ont souhaité que le vote à la majorité qualifiée s'applique pour la création de nouvelles ressources propres, d'autres ont plaidé pour l'unanimité en ce qui concerne l'adoption des perspectives financières. En ce qui concerne la procédure budgétaire annuelle, certains ont demandé que l'équilibre entre les deux branches de l'autorité budgétaire (Conseil des ministres et Parlement) soit rétabli par un renforcement des prérogatives du Conseil des ministres,

- **services d'intérêt économique général**: de nombreux Conventionnels ont évoqué la nouvelle rédaction proposée par le Praesidium qui propose que cet article (article III-5, ex article 16 TCE) devienne une base juridique. La plupart des interventions ont félicité le Praesidium pour cette proposition qui allait dans le sens qu'ils demandaient de longue date. Certains ont estimé qu'elle n'allait cependant pas assez loin, en particulier parce que le champ de cette disposition restait limité aux services "économiques" ou que ces services continuaient à être soumis aux règles de la concurrence. D'autres Conventionnels ont à l'inverse critiqué cette proposition estimant qu'elle revenait sur un équilibre existant et pouvait modifier la répartition des compétences entre l'Union et les Etats membres,
- **coopération renforcée** : certains Conventionnels ont évoqué les mécanismes de coopération renforcée pour demander que les pays participants à une coopération renforcée puissent décider de voter à la majorité qualifiée dans les cas où la base juridique appliquée prévoit un vote à l'unanimité,
- **UEM et gouvernance économique** : un grand nombre de Conventionnels se sont exprimés sur ce point et ont considéré que les dispositions proposées par le Praesidium demeuraient peu claires ou insuffisantes, compte tenu du soutien exprimé au sein de la Convention pour un renforcement de la gouvernance économique au sein de la zone euro. Ces Conventionnels ont plaidé pour que les pays de la zone Euro, qui seront à compter de 2004 en minorité au sein de l'Union, puissent voter entre eux, mais en présence de tous, s'agissant des matières qui les concernent,
- **bien-être des animaux** : quelques conventionnels ont demandé que les dispositions relatives au bien-être des animaux soient renforcées et qu'elles figurent dans le texte même de la partie III (et non dans un protocole annexé comme actuellement),
- **tourisme** : quelques Conventionnels ont plaidé pour l'introduction ou la réintroduction d'une base juridique en faveur du tourisme,

- **procédure de révision de la Constitution** : un groupe important de Conventionnels a évoqué les dispositions de révision de la Constitution pour estimer qu'elles devraient comporter des procédures de révision moins contraignantes pour telle ou telle partie de la Constitution. Plusieurs Conventionnels ont également demandé que l'approbation du Parlement européen soit requis dans l'hypothèse où le Conseil déciderait de procéder à une révision du texte constitutionnel sans convoquer préalablement une Convention,
- **prochaine Conférence intergouvernementale (CIG)** : plusieurs Conventionnels ont évoqué la CIG pour demander que la Convention puisse y être représentée d'une façon ou d'une autre. Diverses suggestions ont été avancées dans ce sens, dont un rôle particulier qui pourrait être dévolu au Président et aux deux Vice-Présidents ou la convocation à intervalles plus ou moins éloignés de la Convention elle-même.

3. Conclusion et travaux futurs.

Le Vice-Président Amato a conclu le débat, en attirant l'attention des Conventionnels sur les difficultés que soulèverait une extension du champ d'application de la majorité qualifiée, compte tenu des sensibilités des uns et des autres, mais soulignant le caractère évolutif de la Constitution, grâce aux « passerelles ». Le Président a ensuite indiqué que la prochaine et dernière session plénière s'ouvrirait le mercredi 9 juillet à 15 heures. Elle pourrait être précédée par des réunions des composantes ou des groupes politiques. La session de clôture se tiendrait le jeudi 10 juillet.

LISTE DES ORATEURS

Session plénière vendredi 4 juillet 2003

1. Mme Anne VAN LANCKER - Parlement européen
2. M. Hübert HAENEL - France (Parlement)
3. M. Joschka FISCHER - Allemagne (Gouvernement)
4. M. Göran LENNMARKER - Suède (Parlement)
5. M. Aloiz PETERLE - Slovénie (Parlement)
6. M. Andrew DUFF - Parlement européen
7. M. Tunne KELAM - Estonie (Parlement)
8. M. Elmar BROK - Parlement européen
9. M. Gijs de VRIES - Pays Bas (Gouvernement)
10. M. Josep BORRELL - Espagne (Parlement)
(*Cartons bleus : Matsakis, Maij-Weggen, Fischer, Spini, Fayot, Berger, Duhamel, Floch, Tusek, Scotland*)
11. Mme Teija TIILIKAINEN - Finlande (Gouvernement)
12. M. Olivier DUHAMEL - Parlement européen
13. M. Alfred SANT - Malte (Parlement)
14. M. Marietta GIANNAKOU - Grèce (Parlement)
15. M. René van der LINDEN - Pays Bas (Parlement)
16. M. Jari VILEN - Finlande (Parlement)
17. M. Alain LAMASSOURE - Parlement européen
18. M. Jürgen MEYER - Allemagne (Parlement)
19. M. Vytenis ANDRIUKAITIS - Lituanie (Parlement)
20. M. Alberto COSTA - Portugal (Parlement)
21. M. Jens-Peter BONDE - Parlement européen
(*Cartons bleus : Lennmarker, Brok, De Vries, McDonagh, Einem, Speroni, Floch*)
22. M. Pierre LEQUILLER - France (Parlement)
23. M. Proinsias DE ROSSA - Irlande (Parlement)
24. M. Caspar EINEM - Autriche (Parlement)
25. M. Erwin TEUFEL - Allemagne (Parlement)
26. M. Paraskevas AVGERINOS - Grèce (Parlement)
27. M. Sören LEKBERG - Suède (Parlement)
28. Mme Hanja MAIJ-WEGGEN - Parlement européen
(*Cartons bleus : Kiljunen, Dini*)

SUPPLÉANTS

- | | |
|---|--------------------------------|
| 29. Baroness SCOTLAND - Royaume Uni (Gouvernement) | * suppléant M. Hain |
| 30. M. Adrian SEVERIN - Roumanie (Parlement) | * suppléant M. Hasotti |
| 31. Mme Pervenche BERES - Parlement européen | * suppléante Mme McAvan |
| 32. M. Juraj MIGAS - Rép. Slovaque (Gouvernement) | * suppléant M. Korcok |
| 33. M. Sven-Olof PETERSSON - Suède (Gouvernement) | * suppléant Mme Hjelm-Wallén |
| 34. M. António NAZARÉ PEREIRA - Portugal (Parlement) | * suppléant Mme Azevedo |
| 35. M. Oguz DEMIRAL - Turquie (Gouvernement) | * suppléant M. Gul |
| <i>(Cartons bleus : Barnier)</i> | |
| 36. M. Bobby McDONAGH - Irlande (Gouvernement) | * suppléant M. Roche |
| <i>(Cartons bleus : Duff, Duhamel, Martins, Van Lancker, Bruton, Abitbol)</i> | |
| 37. M. Paolo PONZANO - Commission | * suppléant M. Vitorino |
| 38. M. Gerhard TUSEK - Autriche (Gouvernement) | * suppléant M. Farnleitner |
| 39. Mme Lenka ROVNA - Rép. Tchèque (Gouvernement) | * suppléante M. Kohout |
| 40. M. Pierre CHEVALIER - Belgique (Gouvernement) | * suppléant M. Michel |
| 41. M. Carlos CARNERO - Parlement européen | * suppléant M. Marinho |
| 42. M. Henrik HOLOLEI - Estonie (Gouvernement) | * suppléant M. Meri |
| 43. M. Robert MACLENNAN - Royaume Uni (Parlement) | * suppléant M. Heathcoat-Amory |
| 44. M. Manuel LOBO ANTUNES - Portugal (Gouvernement) | * suppléant M. Lopes |
| 45. Mme Pascale ANDREANI - France (Gouvernement) | * suppléante M. De Villepin |
| 46. M. Joachim WUERMELING - Parlement européen | * suppléant M. Méndez de Vigo |
| 47. M. Valdo SPINI - Italie (Parlement) | * suppléant M. Follini |
| 48. Mme Marie NAGY - Belgique (Parlement) | * suppléante M. Di Rupo |
| 49. Lord STOCKTON - Parlement européen | * suppléant M. Kirkhope |
| 50. M. Jan VAN DIJK - Pays Bas (Parlement) | * suppléant M. Timmermans |

OBSERVATEURS

- M. Josef CHABERT - Comité des régions
M. Manfred DAMMAYER - Comité des régions
Mme Claude DU GRANRUT - Comité des régions
M; Emilio GABAGLIO - Partenaires sociaux
(Cartons bleus : Einem, Tusek, Voggenhuber, Van Lancker)
-